

Logement

3

Féminisme

6

International

10

À lire

15

Les locataires se mobilisent à Zurich

Il y a 25 ans, naissait la Marche Mondiale des Femmes

Allemagne: la balance penche vers la barbarie

(G)réver ensemble

Édito

Les super riches au centre d'une crise gouvernementale

Imaginez un chef de la police qui exigerait d'effacer les amendes de quelques privilégiés : c'est la comparaison effectuée par l'expert mandaté pour analyser les pratiques récentes de la conseillère d'État vaudoise Valérie Dittli.

Cette dernière, qui fait partie de l'alliance de droite majoritaire au gouvernement du canton, s'est vue retirer la responsabilité des finances. À l'origine de cette décision, il y a le lobbying aussi intense que discret de quelques contribuables très aisés qui ont vu leur taxation quelque peu augmenter en 2022, à la suite d'un affaiblissement du bouclier fiscal. Ce dernier, introduit en 2009, limite la progressivité de l'impôt en faveur des super riches.

Parmi les personnes qui ont fait pression sur la cheffe des finances, les médias ont en particulier évoqué Bernard Nicod, magnat de l'immobilier local dont la fortune amassée sur le dos des locataires est estimée à plus de 500 millions de francs !

La demande de l'ancienne cheffe des finances Dittli d'annuler des taxations en vue d'un traitement fiscal plus favorable des gros contribuables est certes une manière particulièrement crasse de répondre aux revendications des plus riches. À ce titre, les voix qui ont demandé la démission de M^{me} Dittli sont légitimes. →

Racisme

7

QUELLE JUSTICE POUR LES ÉTRANGER·ES?

Cependant, c'est bien la majorité de droite dans son ensemble qui poursuit cet objectif. Elle a ainsi récemment voté au Grand Conseil en faveur du renforcement du bouclier fiscal pour répondre, par la voie légale, aux doléances de B. Nicod et consorts. Les partis bourgeois ont justifié cette décision par un discours alarmiste, pointant une perte de compétitivité fiscale du canton et le supposé départ de gros-ses contributeur-ices.

Cette propagande, si souvent mobilisée par la droite lorsqu'il s'agit de faire passer de nouveaux privilèges fiscaux pour les capitalistes, est pourtant contraire aux faits. Les statistiques publiées par la Confédération montrent en effet que le nombre de contribuables disposant d'une fortune nette supérieure à 10 millions de francs connaît une augmentation soutenue dans le canton ces dernières années : de 1094 personnes en 2015, elles-ils sont 1664 en 2021. Ainsi, les taux d'imposition vaudois, loin d'effrayer les plus riches, les attirent tout au contraire...

Le renforcement du bouclier fiscal auquel a procédé la droite en 2025 n'est qu'une étape dans une offensive plus large des forces néolibérales visant à abaisser la charge fiscale des plus nanti-es. La population aura cet automne à se prononcer dans les urnes sur une initiative des organisations patronales demandant une baisse de l'impôt de 12 %, y compris sur la fortune.

Cette votation constituera une bataille décisive pour le mouvement syndical et la gauche, au-delà du seul canton de Vaud. En effet, l'acceptation de cette initiative aurait non seulement des répercussions dramatiques sur les services publics. Elle renforcerait aussi les inégalités, dans un pays où le 1 % le plus riche possède déjà 42 % de la fortune totale !

Un succès populaire du patronat sur une proposition aussi maximaliste, dans le troisième canton le plus peuplé du pays, mettrait en appétit les forces bourgeoises dans toute la Suisse et stimulerait encore davantage la concurrence fiscale intercantonale au profit des capitalistes. solidaritéS s'engagera dans un cadre unitaire pour mettre en échec cette dangereuse « initiative 12 % ».

Hadrien Buclin

AGENDA

Genève

SA 12 AVRIL

LE RÔLE DU RACISME DANS LE FASCISME

Atelier de formation de la jeunesse, avec Leïla Mathias Kebbab
11h-14h Local de solidarités

MA 15 AVRIL

LES MULTINATIONALES: AU CŒUR D'UN NOUVEL ÂGE DE L'IMPÉRIALISME, QUELS ENJEUX POUR LEUR RÉGULATION ?
Soirée-débat à l'occasion de la sortie du livre *Multinationales, une histoire du monde contemporain*
18h30 Uni Mail

SA 12 AVRIL

MANIFESTATIONS POUR LA PALESTINE

LAUSANNE
14 H PLACE DE LA CATHÉDRALE

GENÈVE
15 H PLACE DE NEUVE

EXTRÊMES DROITES AU POUVOIR ET INTENSIFICATION DES CONFLITS INTER-IMPÉRIALISTES:

L'UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DE SOLIDARITÉS

L'URGENCE DE RECONSTRUIRE DES ALLIANCES LARGES, COMBATIVES ET INTERNATIONALISTES

Vous trouverez le programme de notre Université de printemps encarté dans ce numéro. Malheureusement l'hébergement est complet... mais vous pouvez évidemment venir écouter les conférences et participer aux ateliers sans dormir sur place ! N'hésitez pas à vous inscrire, toutes les informations sont disponibles sur le programme.

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidaritéS!
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code



JE 15 MAI

LE FIL ROUGE
Projection de *Chers camarades* de Andreï Kontchalovski (RU, 2020, 121')
18 h 30 Fonction cinéma

Vaud

VE 9 MAI

FAIRE VIVRE UN QUOTIDIEN DE GAUCHE QUAND ON EST RÉVOLUTIONNAIRES
Projection du film *Rouge, la couleur qui annonce le journal* suivi d'une discussion avec Olivier Besancenot, porte parole du NPA et co-réalisateur du film; Fanny Gallot, historienne et spécialiste des questions de travail et de genre; Victor, dit « Totor », ancien imprimeur de Rouge
20 h Le Cinématographe

Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Titrage
5 000 exemplaires
17 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lizar
Nadia Badouci
Clément Bindschadler
Antoine Dubrau
Guillaume Martthey
Carl Studer
Noémie Rentsch
José Sanchez
Thomas Vachetta
Léon Varet
Rédacteur
Luna Allouh
Pierre Conscience
Nathalie Delbrouck
Anouk Essayad
Zélie Stauffer

Françoise Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Niels Wehrspann
en collaboration avec
Zélya Gremion

Abonnements
Annuel
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer :
Demandes d'abonnement et changements d'adresse :
▶ abos@solidarites.ch
fr. 80
150
Gratuit!

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud



« Pas de rendement avec nos loyers », *Wohndemo*, Zurich, 5 avril 2025

Logement National

LES LOCATAIRES SE MOBILISENT À ZURICH

Uni-es sous le slogan *Wo, Wo, Wonige?* (où, où, les logements?) depuis la fin des années 1980, les locataires zurichois-es ne cessent de se mobiliser face à la pénurie de logements abordables. Le 5 avril, environ 8000 locataires ont manifesté lors de la *Wohndemo* contre des logements trop rares, trop chers et une politique parlementaire inopérante. Entretien avec Nouri Abdelgadir chercheur en urbanisme, logement et migration à l'Université de Zurich et actif au sein du collectif de locataires *Mietenplenum*.

Quelle est la situation actuelle à Zurich et quelles en sont les conséquences sociales ?

Pour les médias et les politiques, les deux grands problèmes actuels sont les loyers toujours plus chers et un taux de logements vacants à moins de 1%. Même la « classe moyenne » a toujours plus de peine à trouver un appartement. Ainsi, la majorité de la population peut être sensibilisée à notre cause.

En tant qu'activistes, nous reconnaissons ces problèmes, mais nous dénonçons aussi les inégalités existant dans le processus d'acquisition d'un logement. Par exemple, les personnes issues de la migration ou racisées sont évincées lors du tri des candidatures. Les politiques ne thématisent pas assez ce problème.

Votre recherche fait partie du projet *Responsible Cities*. Quelles sont ces « responsabilités » ?

La première dimension est descriptive : comment les responsabilités sont réparties entre les communes, le canton, les propriétaires et les gérances. Ce que l'on constate, c'est que chaque entité semble renvoyer la balle aux autres et que finalement, personne ne se voit assigner de responsabilités concrètes.

La deuxième dimension est politique : qui devrait assumer la responsabilité de rendre le logement accessible ? Dans ma future recherche, je souhaite donner la voix à la population tenue à l'écart du logement, une question sociale presque inexistante dans la recherche bien que primordiale.

Pour le moment, les politiques n'endossent pas cette responsabilité : le PLR a récemment proposé d'instaurer un « bonus autochtone » lors de l'attribution de logements pour éviter que les appartements de zones rebâties favorisent les nouveaux-elles arrivant-es.

Je comprends cette démarche pour protéger les habitant-es, mais cela peut devenir très problématique : si on favorise l'accessibilité des logements aux personnes qui habitent déjà un lieu, la répartition inégale des zones d'habitation et les injustices sociales et raciales vont s'accroître. Il existe un droit de rester dans un logement, bien sûr, mais aussi un droit de venir habiter la ville de Zurich...

La dimension écologique du logement est de plus en plus présente...

Les questions de la densification des villes et de l'écologie forme une tension complexe avec les questions sociales : une grande partie des démolitions se justifient par le besoin de constructions écologiques. Cependant, ceci provoque des expulsions de logements.

Nous pouvons nous demander si reconstruire entièrement un bâtiment est vraiment écologique... Il faudrait favoriser la rénovation et introduire des lois de protection des loyers, comme à Genève ou à Bâle où des lois strictes encadrent les rénovations, protègent les logements abordables et soutiennent les coopératives en leur attribuant des terrains à prix réduit – certes insuffisantes et perpétuellement combattues par la droite. Zurich ne dispose pas de loi équivalente, ce qui freine la lutte contre la spéculation.

Quelles étaient les revendications concrètes de la *Wohndemo* ?

Le slogan principal demandait que le logement soit un « *espace pour tousxte* » et non des objets de placements à long-terme pour les propriétaires.

Cela suggère une volonté d'encadrer davantage les pratiques des propriétaires et des investisseur-ses. De manière générale, la *Wohndemo* proposait des revendications larges auxquelles tousxtes les locataires peuvent s'identifier : le logement doit être un droit fondamental ! Nous revendiquons des espaces publics accessibles sans obligation de consommation, des logements et des locaux commerciaux pour tousxtes, indépendamment du statut de séjour, de l'âge, du revenu, de la couleur de peau, du nom ou de la forme du ménage.

Ces derniers mois, les résiliations de bail avant rénovation ont pris de l'ampleur dans le discours public, avec l'exemple récent des immeubles « SUGUS » dont la propriétaire a expulsé plus de 250 locataires pour maximiser son profit. Ce cas a fait beaucoup de bruit car il touche les revenus moyens.

Ce constat est (malheureusement) très intéressant : les résiliations avant rénovation ou augmentation de loyer de quartiers situés en agglomération se produisent depuis longtemps au sein des classes plus pauvres ! Ce sont elles qui doivent impérativement être considérées et protégées.

Zélie Stauffer



Carnaval populaire et deter, Lausanne, 22 mars 2025

Gustave Deghiage

Vaud En mouvement

UN CARNAVAL ANTIFASCISTE

Le 22 mars 2025, les rues de Lausanne ont été prises par plusieurs milliers de militant-exs déguisé-exs, joyeux-exs et déterminé-exs. Comme promis, ce jour-là, le carnaval est redevenu un lieu émancipateur.

Aucun-exs lausannois-exs de sortie ce samedi 22 mars n'a pu louper ce cortège. Les musiques, chars, paillettes, piñata à l'effigie de Trump et slogans antifascistes ont remplacé le train-train quotidien des rues du centre-ville. Des militant-exs de toute la gauche romande se sont uni-exs pour ensemble exprimer leur indignation face à la montée des forces réactionnaires et autoritaires : Trump et le mouvement MAGA aux USA, Poutine et son oligarchie maffieuse en Russie, Netanyahu et l'extrême droite fondamentaliste israélienne. La gravité de cette menace nous impose de choisir l'union, qui comme lors du Carnaval, fait notre force.

Le Carnaval populaire et deter avait pour objectif de contrer le sentiment d'impuissance face à

la montée du fascisme. La grande réponse donnée à l'appel lancé confirme la détermination de nombreux-exs militant-exs à ne rien céder face à la terreur que souhaitent installer les réactionnaires ici comme ailleurs.

Le modèle du carnaval a été choisi, car il représente le chaos avant de nouvelles créations, le passage du jour à la nuit. Nous espérons qu'il a donné la force à chacun-exs de ses participant-exs de lutter chaque jour pour se renouveau.

Après une telle réussite, nous ne pouvons qu'appeler à ce que, comme désiré à l'origine, ce Carnaval se ritualise et que régulièrement existe un lieu d'expression de notre rage face à la barbarie qui vient. À l'année prochaine ?

Clara Brambilla

Neuchâtel Élections

PAS DE GRANDS BOULEVERSEMENTS AUX ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats des élections cantonales neuchâteloises sont tombés le 23 mars dernier. Tandis que la liste présentée par solidaritéS manque le quorum d'une poignée de voix, le canton a timidement basculé à gauche.

Depuis le début du siècle, le canton de Neuchâtel se distingue par une extrême stabilité du vote et une très faible participation (31,6 % cette année). Le canton est à égalité droite-gauche et la majorité balance tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Le canton est aussi coupé géographiquement, les campagnes étant largement à droite et les villes à gauche. En cette année 2025, c'est sur la gauche que le curseur s'est déplacé.

Au niveau du Grand Conseil, l'ensemble des forces de gauche totalisent 50,4 % des voix à l'échelle du canton – 60,8 % à la Chaux-de-Fonds et 57,8 % à Neuchâtel. À l'élection du Conseil d'État, élu au système majoritaire à deux tours, le PS, les Vert-e-s et le POP ont fait liste commune nommée « gauche unie ». Les deux représentant-exs du PS sur cette liste ont été élus dès le 1er tour, récoltant plus de 50 % des suffrages. Les calculs des partis politiques, à droite et à gauche, les ont

amenés à renoncer à un deuxième tour et à se partager le gâteau, le PLR se contentant de ses deux « sortant-es » (les candidat-es de l'UDC et du Centre sur la liste alliance de la droite étant distancés). Les Vert-e-s entrent au Conseil d'État avec Céline Vara pour former une majorité à gauche.

solidaritéS reste hors du Grand Conseil pour 17 bulletins

Nous avons mené une belle campagne, radicale, sous le slogan « la liste anti-capitaliste », qui nous a permis de passer de 2,43 % à 2,96 % (5,53 % en ville de Neuchâtel, 3,86 % à La Chaux-de-Fonds), mais il nous a manqué 17 bulletins pour atteindre le quorum de 3 % – introduit en 2017 dans la constitution par la volonté du PS et du PLR. Nous ne serons donc pas présents au Grand Conseil, ce qui ne nous empêchera pas de mener nos campagnes. La gauche devra se contenter de la moitié des sièges (50) bien que majoritaire en voix.

Au niveau des autres partis, le PS a le plus progressé (de 19,71 % à 25,19 %) capitalisant sur le succès de la campagne nationale pour une 13^e rente AVS. Les Vert-es sont les perdant-es, passant de 18,26 % à 14,63 %. Le POP reste stable à 7,63 %.

À droite, c'est l'UDC qui progresse, passant de 8,13 % à 11,45 %, au détriment surtout des Verts Libéraux qui passent 8,23 % à 5,55 %.

Autre spécialité cantonale, le nombre très élevé de bulletins déclarés nuls, 1175, soit 2,7 % des bulletins.

Nous avons observé dans les bureaux de vote de nombreux bulletins annulés car l'enveloppe comportait deux bulletins, ceux de solidaritéS et du POP; bulletins émanant d'électeurs/trices voulant voter pour les candidat-es de ces deux listes qui ensemble comptaient moins de 100 candidat-es.

En conclusion, il ne faut pas s'attendre à de grands changements dans la politique cantonale. Plus que jamais la pression de la rue est nécessaire.

Henri Vuillomenet

FAIRE FRONT COMMUN FACE AU VENT NAUSÉABOND QUI FRAPPE LES RIVES DU LÉMAN

Le 23 mars dernier, la Ville de Genève est passée dans les mains de la droite et de l'extrême droite, avec la perte à quelques sièges près de la majorité de gauche au Conseil municipal. C'est une période bien sombre qui s'annonce au bout du lac avec une politique cantonale d'ores et déjà marquée par la surreprésentation de droite au Grand Conseil.

Avec le résultat de ces élections, Genève ne fait ainsi pas exception à la poussée masculine, xénophobe, carbofasciste et néolibérale... Pourtant, il n'est pas l'heure de se décourager et de se résigner mais plutôt de reprendre des forces en analysant les apports positifs de cette campagne.

Un groupe municipal renforcé

La première bonne surprise fut celle d'une liste unique pour la gauche radicale formée par la coalition Ensemble à Gauche (solidarités, le DAL et le Parti du Travail) et l'Union Populaire. Si celle-ci n'as pas été obtenue aisément, la nécessité d'une telle alliance n'est toutefois plus à prouver, puisqu'elle a permis d'obtenir deux sièges supplémentaires au Conseil municipal, faisant ainsi passer notre groupe de 7 à 9 élu-exs. Et c'est en soit une belle victoire alors que les socialistes et les Vert-es perdent au total 7 sièges.

On ne peut pas y voir un hasard, mais bien le fruit d'une perte de confiance de l'électorat face à deux partis adeptes d'une politique des petits pas, bien trop timide pour

répondre aux urgences auxquelles nous devons faire face.

Pas de second tour

Le bon score de Tobia Schnebli au premier tour de l'élection pour le Conseil administratif est également à saluer, même si cette réussite a

été entachée par la velléité de son parti à le maintenir au deuxième tour à tout prix et ce par le biais de méthodes peu respectueuses des règles démocratiques. Pour solidaritéS, si l'objectif principal de cette campagne était de passer le quorum de 7 %, pour maintenir une majorité de l'Alternative au Conseil municipal, siéger dans un exécutif ne va pas de soi.

Et encore moins dans une composition municipale avec majorité de droite, ce qui, *de facto*, restreindra fortement l'action du Conseil administratif, même si celui-ci demeure majoritairement à gauche. L'Assemblée de solidaritéS a également souligné le fait qu'obtenir un siège au Conseil administratif au second tour semble extrêmement peu probable, puisque plus de 4500 voix séparaient Tobia Schnebli de la candidate Marie Barbey-Chappuis (Le Centre), arrivée 5^e du 1^{er} tour. On peut aisément imaginer que la droite compte resserrer les rangs et voter massivement pour cette dernière lors du 2^e tour, creusant encore cet écart. Cette analyse semble partagée par le DAL et l'Union Populaire puisque leur AG se sont également prononcées contre une présence lors du 2^e tour pour le Conseil administratif.

Des élu-es et une jeunesse engagée!

Le deuxième fait marquant est que la stratégie adoptée par solidaritéS consistant à faire remonter les camarades femmes sur la liste afin de contrer les biais de genre a fonctionné. C'est Brigitte Studer et Livia Zbinden qui continueront ainsi à siéger pour solidaritéS. Notons aussi l'excellent score de Pardis

Pouranpir, membre de la Jeunesse solidaire, qui se classe première des « viennent-ensuite ».

Troisième élément à saluer est la bonne tenue de cette campagne dans laquelle des dizaines de militant-exs, parfois très jeunes, se sont engagé-exs avec énergie et conviction. Malgré les semaines chargées de campagne, solidaritéS a continué à organiser des conférences, des projections de films, à mobiliser pour des manifestations, à s'engager dans les luttes sociales, à participer à des comités unitaires et à récolter des signatures pour des initiatives et référendums.

Ceci a permis une campagne dynamique sur tous les fronts, tant dans la rue avec des dizaines de stands et de tractages, qu'au sein de débats organisés par des associations ou encore sur les réseaux sociaux par le biais de dizaines de vidéos et visuels. Saluons ainsi l'énorme travail fourni par les camarades de la Jeunesse solidaire qui ont montré toute l'étendue de leurs compétences et ressources ces derniers mois.

Pour conclure, on ne peut qu'affirmer que si la dégradation des conditions de vie d'une grande partie de la population est le résultat d'un capitalisme qui enchaîne les crises tout en continuant à gaver les élites, siéger ne serait-ce qu'au Conseil municipal d'une des villes les plus riches au monde n'est pas un luxe dont la gauche radicale peut se passer. Il est évident qu'il va falloir dans les prochaines années continuer à former un large front pour reprendre ce qui est à nous – puisque tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé!

Donna Golaz

Stand végétalisé dans les Rues basses



IL Y A 25 ANS, NAISSAIT LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

Du 8 mars au 17 octobre 2025 a lieu la 6^e action planétaire de la Marche Mondiale des Femmes (MMF). Présente dans 58 pays et territoires sur tous les continents, la MMF se coordonne au plan international. Chaque collectif mène ses luttes localement, avec des militantes et des groupes alliés qui souscrivent à ses champs d'actions et à ses valeurs.

Dans un processus en constante évolution, la MMF s'est d'emblée donné un mode de fonctionnement exigeant. Le secrétariat international doit changer de continent tous les sept ans. Seule instance rémunérée, ce secrétariat a eu son siège tour à tour au Québec (2000 – 2006), au Brésil (2006 – 2013), au Mozambique (2014 – 2020), en Turquie (2021 –).

Les langues officielles sont l'anglais, l'espagnol, le français et l'arabe. L'idée germe au Québec, en 1995, lors d'une marche féministe organisée par la Fédération des Femmes du Québec pour protester contre la politique d'austérité et le sexisme de leur gouvernement. Une première rencontre internationale a lieu trois ans plus tard à Montréal : 145 femmes de 65 pays et territoires se retrouvent et définissent une plateforme de revendications pour éliminer toute forme de violences et de discriminations à l'égard des femmes. Ce sera la base d'un appel adressé aux femmes du monde entier pour entrer ensemble dans le troisième millénaire.

2000 raisons pour marcher ensemble

Le 8 mars 2000, la première action planétaire est lancée sur tous les continents. Des femmes du monde entier se lèvent contre la pauvreté et les violences sexistes. Au niveau européen, la marche est lancée à Genève en présence de déléguées de 19 pays. Les mobilisations culminent le 17 octobre – journée internationale pour l'élimination de la pauvreté – avec des marches simultanées sur tous les continents, et des manifestations géantes, à New York et à Washington devant le siège du FMI et de la Banque Mon-

diale avec la remise d'une pétition dotée de 5 millions de signatures.

Quand les femmes bougent, le monde bouge!

Partie de São Paulo le 8 mars 2005, avec une marche de trente mille femmes venues de tout le Brésil, la 2^e action planétaire s'organise autour de la charte de la MMF. À l'occasion de la clôture de cette 2^e action mondiale qui a lieu à Ouagadougou, une première expérience d'action globale est organisée localement entre 12 h et 13 h. Ainsi sont nées les « 24 heures de solidarité féministe », une forme d'action pratiquée depuis lors chaque année avec des actions symboliques dans les rues entre 12 h et 13 h, partout où existent des groupes de la MMF.

Tant que les femmes ne sont pas libres, nous sommes en marche !

En 2010, la 3^e action planétaire pour éradiquer les causes structurelles de la pauvreté et des violences faites aux femmes s'est traduite par la participation de plus de 100 000 femmes de 75 pays aux actions nationales, régionales et internationales. Une manifestation de 20 000 femmes avec des délégations solidaires venues du monde entier clôture cette 3^e action internationale à Bukavu, dans le Sud Kivu en guerre.

Changer le monde pour changer la vie des femmes. Changer la vie des femmes pour changer le monde.

En 2015, la 4^e Action de la Marche Mondiale des Femmes renforce la résistance féministe face à l'offensive capitaliste et popularise les alternatives féministes. En Europe et en Afrique, les féministes organisent des caravanes pour récolter durant six mois, de pays en pays, des milliers de témoignages sur les alternatives, expérimentées par les femmes en lutte pour leurs droits.

Une action plurinationale a lieu en Argentine pour dénoncer les industries agro-alimentaires et minières. Une rencontre a lieu à la frontière entre le Brésil et l'Uruguay pour la légalisation de l'avortement et de nombreuses mobilisations s'organisent pour la défense de l'eau, contre la logique de marchandisation et le contrôle de la nature.

Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer!

En 2020, la pandémie du Covid-19 bouleverse tout. Manifestations, occupations féministes des frontières, rien n'est jouable, mais la détermination reste intacte. *Capire*, un nouvel outil de communication féministe international voit le jour au Brésil en 2021. « Capire signifie « comprendre ». Par les regards et les voix des femmes, nous comprenons le monde. Avec le féminisme nous le transformons ! »

Nous marchons contre les guerres et le capitalisme. Nous défendons la souveraineté des peuples et le Buen Vivir!

Le 8 mars 2025, la délégation internationale de la MMF a lancé l'appel à la 6^e action planétaire depuis Tindouf, avec les femmes Sahraouies installées dans le désert algérien depuis 1975. La guerre pour l'autodétermination du peuple sahraoui dure depuis 50 ans. Une résistance exemplaire. Nous y reviendrons.

Marianne Ebel

→ marchemondiale.org
→ capiremov.org

Lancement de la 6^e action internationale de la MMF en présence d'une délégation de femmes sahraouies, Vevey, 8 mars 2025





Manifestation contre les violences policières, Lausanne, 13 juillet 2024

Racisme National

QUELLE JUSTICE POUR LES ÉTRANGÈRES?

Deux tables rondes ont été organisées à Genève et Lausanne dans le cadre du « Mois de mars antiraciste » lancé par le collectif Justice 4 Nzoy. Retour sur des soirées aussi passionnantes que révoltantes.

À Lausanne, le 14 mars, les enjeux liés à la détention (pénale et administrative) des personnes étrangères en Suisse ont été abordés devant une centaine de participant·es, réuni·es à l'initiative de l'Observatoire romand du droit d'asile et des étranger·ères. Cet échange a résonné particulièrement dans le contexte vaudois, qui connaît un surpeuplement carcéral depuis de nombreuses années (169 % d'occupation à la prison du Bois-Mermet et 138 % à celle de la Croisée en 2023). Sans surprise, les nouvelles places de détention (250 cette dernière décennie) n'y ont rien changé.

Quand le statut fait la peine
Chercheur à l'Université de Neuchâtel, Luca Gnaedinger a donné les raisons de la surreprésentation de la population étrangère dans les prisons, particularité qui existe seulement depuis quelques

décennies, période qui voit la criminalité en général en Suisse diminuer. D'après Gnaedinger, cette situation s'explique par des pratiques policières et judiciaires discriminatoires : profilage racial, plus grande sévérité des juges, pas de possibilité de peines alternatives à la prison, etc. Elle provient également d'un accroissement de la criminalisation de la migration : le fait de passer une frontière est devenu un délit en soi. La prison s'est ainsi muée en outil de gestion de la migration.

La détention administrative comme outil de criminalisation

Maïna Aerni, doctorante en droit, et Jonathan Miaz, professeur à l'Université de Lausanne, ont ensuite abordé la notion de détention administrative : une mesure spécifique pour les personnes étrangères en vue de l'exécution de leur

renvoi. Un enfermement qui n'est donc pas lié à une infraction. Miaz a souligné les divergences de pratiques cantonales, qui attestent de la marge de manœuvre des pouvoirs politiques et judiciaires dans la façon d'appliquer les lois.

Aerni a également présenté la situation des enfants, qui, dès l'âge de 15 ans, peuvent être détenus jusqu'à un an. Une pratique qui déchoie les enfants de leur statut, qui mériterait une protection particulière, pour les faire passer dans la catégorie de criminel·les. C'est l'une des conséquences la plus choquante de la politique raciste de la Suisse, qui vise à déshumaniser une partie de la population par des pratiques discriminatoires.

Sous un angle plus positif, Miaz a rappelé que les mobilisations peuvent changer les choses. La convention de non-arrestation avant et après un passage au Service de la population, gagnée par le

Mouvement de soutien aux « 523 » sur le Canton de Vaud (2004), en est un bon exemple. Inversement, à Genève ou Fribourg, les personnes migrantes peuvent encore se faire arrêter lors de leur passage auprès des Services de la population, alors qu'elles viennent effectuer des démarches administratives obligatoires...

Quelle justice pour les personnes migrantes?

Le pouvoir des actions collectives a également été soulevé lors des échanges tenus à Genève, le 18 mars, à l'occasion d'une seconde table-ronde co-organisée par Solidarité Tattes et le collectif genevois de la Grève féministe. La discussion portait sur les impossibilités d'obtenir justice pour les personnes sans statut légal ou avec des statuts précaires.

Devant une cinquantaine de personnes, l'avocate Laïla Batou ainsi que deux représentantes des associations ont présenté des exemples où la justice est lente et... tellement injuste : dans le procès sur les violences survenues à Giffers (Centre fédéral d'asile dans le canton de Fribourg) en 2020, où les autorités essaient de classer l'affaire, dans le procès de l'incendie des Tattes où le verdict est tombé 10 ans après les faits, pour une femme sans papier qui n'a pas la possibilité de porter plainte contre un conjoint violent... mais se voit menacée d'expulsion...

Toutes les intervenantes ont souligné à quel point les personnes avec des statuts précaires sont seules, et particulièrement quand la police leur donne du fil à retordre. Une solitude tellement implacable qu'elle a conduit à plusieurs reprises de jeunes personnes à mettre fin à leur vie. L'avocate a également dénoncé le fait de devoir souvent assumer la position de la défense, alors qu'elle avait été appelée pour soutenir une victime.

Quelques pistes ont été esquissées, qui pourraient être portées collectivement : mettre sur pied un réseau d'entraide grâce à une coordination entre les associations ; donner la possibilité de déposer plainte sans passer par la case police ou encore réviser le questionnaire que la police utilise dès qu'un·e prévenu·e est d'origine étrangère. Celui-ci part du principe qu'une personne étrangère est « renvoyable », peu importe son statut. Même des personnes bi-nationales se sont vues poser cette question!

Aude Martenot

LA JEUNESSE TURQUE CONTRE ERDOĞAN ET SON MONDE

Depuis bientôt 3 semaines, nous assistons à un mouvement de résistance populaire, initié par les étudiant·es. Démarré en contestation de l'arrestation du principal opposant au président Erdogan, il s'étend et remet en cause l'autoritarisme, l'arbitraire et la politique du régime. Malgré une répression féroce, des milliers de personnes incarcérées, il continue. Pour mieux comprendre les raisons de cet embrasement, il faut revenir aux évolutions récentes du régime.

Dans le rapport de la Conférence de Munich sur la sécurité du mois de février 2025 intitulé *Multipolarisation*, certain·es analystes évoquent un « *nouveau régime global de guerre* » dans le monde. Ils et elles rappellent la nature autoritaire du système néolibéral, qui se préoccupe peu de la légitimité de son hégémonie. Les parlements perdent du terrain face aux décrets urgents, promulgués par les exécutifs. Nous vivons dans des états d'exception où les décisions sont prises par des oligarchies, sans aucune consultation ni contrôle populaire. La Turquie n'échappe pas à cette évolution.

Des manifestations de Gezi aux négociations avec le Mouvement d'émancipation kurde

Pour comprendre la situation actuelle et ses enjeux, il nous faut revenir en arrière et se pencher sur quelques moments clés.

En 2013 ont eu lieu des manifestations contre les politiques liberticides et l'autoritarisme du régime du Parti de la Justice et du Développement (AKP). Elles ont été connues sous le nom de Gezi. En quelques jours, le mouvement a pris une ampleur sans précédent, il a su intégrer toutes les couches opposées au régime.

Les manifestations actuelles ressemblent à plusieurs égards au mouvement Gezi qui occupe une

place importante dans la mémoire collective d'une grande partie de la jeunesse, en particulier chez ceux et celles qui y avaient fait leur première expérience politique.

Pendant que le régime réprimait les manifestant·es de Gezi, il « négociait » une solution pacifique à la question kurde. En février 2015, des représentant·es du Parti démocratique des peuples (HDP) et de l'AKP ont lu un communiqué de presse résumant en 10 points le consensus, dit de Dolmabahçe. Cet accord de principe entre l'État turc et le PKK visait, aux yeux du Mouvement d'émancipation kurde (MEK), la démocratisation du pays.

Ce processus de paix avec le PKK a officiellement pris fin en mars 2015. Là où une grande partie de la population s'attendait à des réformes démocratiques, le pays a assisté, dès la fin de l'année 2015, à une guerre dans plusieurs régions kurdes où la jeunesse a tenté d'imposer un gouvernement par en bas des villes, avec un droit à la légitime défense du peuple contre le régime autoritaire.

En 2017, la Turquie est passée d'un régime parlementaire à un régime présidentiel. Des droits très larges ont été octroyés au Président. Comme aux États-Unis, tout est envisagé au profit des grands partis, de sorte que les petits sont forcés à entrer dans des alliances électorales. Les deux partis profitant de ce système sont le Parti Ré-

publicain du peuple (CHP) et l'AKP.

Depuis la prétendue tentative de coup d'État de 2016, le système présidentiel a consolidé ses fondements grâce aux décrets urgents promulgués dans tous les domaines. Le régime a « purifié » son administration en licenciant toutes les opposant·es, réel·es ou supposé·es. Des milliers de chercheur·ses ont été licencié·es, des élu·es au Parlement national ou aux mairies ont été arrêté·es. Les geôles du régime comptent aujourd'hui des milliers de personnes, qui sont en fait prises en otage. Les plus connus étant Selahattin Demirtaş, Figen Yüksekdağ, Can Atalay et Osman Kavala. Ces noms suffisent pour comprendre les cibles du régime : le MEK, la gauche radicale alliée au MEK, la résistance de Gezi et le milieu des affaires opposé au régime.

Nouveau processus de paix ou guerre régionale de plus haute intensité ?

En octobre 2024, le chef des ultranationalistes turcs, Devlet Bahçeli, a serré la main des élu·es du Parti de l'Égalité et de la Démocratie des Peuples (DEM). Venant du chef des loups gris, complices de crimes contre l'humanité du régime depuis 1984, un tel geste a surpris l'opinion publique.

Contre toute attente, Bahçeli a multiplié ses déclarations visant à mettre fin à la « terreur ». Fin fé-

vrier 2025, Öcalan a fait un appel, similaire à celui de Dolmabahçe de 2015, en appelant le PKK à déposer les armes et à se dissoudre moyennant des réformes législatives et démocratiques. De son côté, le PKK a invité le gouvernement à adopter les premières mesures démocratiques avant de réunir son Congrès, organe compétent pour dissoudre l'organisation. Mais à ce jour, le régime n'a annoncé aucune réforme.

Au contraire, pour le régime turc, les forces politiques et militaires du Kurdistan syrien (Rojava) sont aussi concernées par l'appel d'Öcalan et devraient déposer les armes et dissoudre leurs structures politiques. Pour le régime, la prétendue négociation avec le mouvement kurde tourne ainsi à une manœuvre de faire échec à la révolution en cours au Rojava, dont la direction politique refuse toute ingérence.

Le régime est conscient d'avoir perdu son importance géostratégique dans la région. De nouvelles alliances, en particulier entre la Grèce, la République de Chypre, l'Égypte et l'État génocidaire Israélien, se sont formées avec le soutien des États-Unis. Les politiques expansionnistes menées par le biais d'une intervention militaire plus marquée dans le conflit en Libye, en Azerbaïdjan (contre l'Arménie) ne suffisent pas à réaffirmer le rôle « central » de la Turquie dans la région.



C'est dans un tel contexte régional et international que le régime turc prétend vouloir résoudre la question kurde, toujours faussement identifiée et réduite à un problème de terrorisme. Alors même qu'Öcalan a pu, après des années, rencontrer des élu·es de DEM et donner une orientation politique aux nouvelles négociations, le régime poursuit la répression en limogeant des élu·es et en instaurant des tutelles administratives sur les municipalités tenues par le DEM et le CHP.

Il est important de rappeler que le DEM et le CHP ont négocié un « Pacte pour la Ville », qui n'est autre qu'une alliance électorale. Grâce à cette alliance, limitée à certaines villes, que n'a pas vu venir l'AKP, le CHP est devenu en mars 2023 le premier parti du pays, pour la première fois depuis la fondation d'AKP en 2002. Le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, a été de son côté présenté comme le seul candidat capable de renverser Erdoğan aux prochaines élections présidentielles prévues en 2028.

Tutelles administratives sur certaines municipalités de CHP et arrestation d'İmamoğlu

Le régime de l'AKP, soutenu par les ultra-nationalistes, a fait arrêter, en octobre 2024, le maire d'Esenyurt, Ahmet Özer, élu grâce au Pacte pour la Ville. Esenyurt est

l'une des villes de la province d'Istanbul à forte population kurde. Actuellement, la mairie est sous tutelle administrative. L'absence d'une résistance solide du CHP contre cette attaque ouverte au Pacte pour la Ville, désigné comme une alliance avec les terroristes, a encouragé le régime à prendre pour cible İmamoğlu, qui a été arrêté. Or, ce n'est que face à la pression du mouvement étudiant, qui a pris une position ferme et radicale contre l'autoritarisme du régime, que le CHP a dû multiplier les protestations de rue, qui dépassent ses rangs.

On assiste ainsi à une politisation importante du CHP qui multiplie, sous la pression de la rue, ses appels à manifester. Le mouvement étudiant, toutes couleurs politiques confondues, se mobilise et appelle à des grèves et à des boycotts économiques. Les syndicats progressistes ont très vite rejoint le mouvement malgré une répression féroce, des milliers d'arrestation et de procédures judiciaires engagées, y compris contre les personnes se limitant à diffuser des appels à manifester ou des appels à boycotter les entreprises proches du régime.

Dans le monde artistique, de nombreuses voix se sont levées pour soutenir le mouvement et pour protester contre la répression. Grâce aux appels de la jeunesse sur les réseaux sociaux, des

musicien·nes ou des groupes de musique mondialement connus ont annoncé leur soutien aux manifestant·es. Certain·es, comme Muse, ont annulé leur concert dans le pays pour protester contre la société organisatrice, dont le responsable a qualifié les manifestant·es de « *traîtres à la nation* ». Sous pression de la rue, l'entreprise en question a dû annoncer son retrait de tous les projets futurs. Un tel retrait n'est en réalité qu'un aveu du soutien international au mouvement antiautoritaire.

Malgré la répression et l'arrestation massive des étudiant·es, des appels à la résistance passive se multiplient. Le mouvement pousse le CHP à tenir un discours plus engagé pour la démocratie et contre l'autoritarisme. De son côté, le MEK participe aux manifestations et appelle le régime à se démocratiser. Pour l'heure, le régime ne peut prendre le risque d'un renforcement de l'alliance entre le MEK et le CHP. Il n'aura d'autre choix que de continuer le prétendu processus de paix en instrumentalisant les espoirs de la population d'aboutir à une paix juste et équitable.

Le projet néo-ottoman

Une fois le risque de démocratisation écarté, le régime passerait à l'étape suivante : renforcement du système présidentiel, affaiblissement et marginalisation de toute opposition. Le but du régime n'est

pas limité à affaiblir le CHP pour assurer la réélection d'Erdoğan. Le défi est de préparer le pays aux grands bouleversements régionaux, en particulier en Iran et en Syrie. Par une prétendue intégration des Kurdes au système, le régime envisage de jouer un rôle déterminant dans la région en contractant des alliances momentanées dans le « monde multipolaire ». Seul un régime plus autoritaire et capable d'agir sans le frein de l'opposition, y compris du CHP, peut, aux yeux de l'oligarchie turque, faire face aux nouveaux défis internationaux et réaliser le projet expansionniste du régime, nommé par certain·es néo-ottoman.

Le rôle de la puissance occupante sioniste est ici central. Le régime turc tente de se mettre d'accord sur le projet régional avec l'État d'apartheid israélien. De son côté, le MEK ne fait pas une analyse très différente : dans un monde perçu comme multipolaire, le but est d'élargir les espaces de lutte dans la région en profitant des antagonismes des oligarchies au pouvoir. Cela dit, la position qui sera prise par le MEK est cruciale pour toutes les forces démocratiques dans le monde. Le silence des élites européennes et étasuniennes face à la répression est inquiétant et laisse penser l'existence d'un consensus large pour maintenir l'AKP au pouvoir.

Hizni Girgimi

LA BALANCE PENCHE VERS LA BARBARIE, MAIS LE SOCIALISME REFAIT SURFACE

L'Allemagne se dirige vers une nouvelle *Große Koalition* – la coalition entre CDU/CSU (droite conservatrice) et SPD qui a aussi marqué le gouvernement sous Angela Merkel. Mais ce n'est plus la coalition d'antan : un virage à droite des deux partenaires annonce des années sombres pour la justice sociale, la lutte contre l'extrême droite et la défense des droits des migrant·exs.

En 2021, Angela Merkel démissionne après 16 ans au pouvoir. Sa démission marque la fin de la coalition CDU/CSU – SPD qui a longtemps dirigé l'Allemagne. Une coalition tripartite entre SPD (parti social-démocrate), Vert·exs et FDP (droite libérale) accède au pouvoir avec le chancelier Scholz. Cette coalition promet un programme de changement et d'innovation radical.

Les Vert·exs réussissent à faire aboutir certaines de leurs revendications électorales comme l'abonnement mensuel pour tous les trains régionaux, la sortie du charbon pour 2038, ou l'interdiction d'installer des nouveaux chauffages fossiles. Le SPD réussit à introduire un salaire minimum (certes insuffisant) et à augmenter (très légèrement) l'aide sociale.

Cependant, dès le début, la coalition tripartite est marquée par des conflits et disputes internes. Le FDP fait du frein à l'endettement son cheval de bataille et l'utilise pour bloquer la mise en œuvre de nombreux points de l'accord de coalition. Le taux de soutien à la coalition tripartite chute à 16 %.

Les trois partis gouvernementaux perdent ainsi des voix lors des élections européennes de 2024, tandis que l'extrême droite (AfD) sort grande gagnante. Dans une moindre mesure, la droite conser-

vatrice (CDU/CSU) réussit également à améliorer son score.

Par la suite, les partis au pouvoir ainsi que le CDU/CSU effectuent un impressionnant virage à droite. Les ailes néolibérales du SPD et des Vert·exs prennent le devant. Ces partis défendent désormais l'économie allemande (lire : l'industrie automobile), plutôt que les acquis sociaux et la justice sociale et climatique.

Tous les partis membres du parlement fédéral hormis Die Linke (gauche radicale) adoptent un discours anti-migration et entrent dans une compétition rhétorique à « qui peut renvoyer le plus de monde le plus rapidement possible ». Ces discours anti-migrations sont couplés à des discours islamophobes et à une volonté politique de réduire l'immigration des personnes issues de pays musulmans et de faciliter leur renvoi, auxquels se rallient y compris la social-démocratie et les Vert·exs.

La coalition explose en novembre 2024 quand le chancelier Scholz licencie le ministre des finances FDP pour rupture de l'accord de coalition. Dans la même semaine, des documents internes du FDP sont rendus publics. Ils montrent que le parti planifiait lui-même de faire exploser la coalition. Des élections fédérales anticipées sont organisées en février 2025.

Une campagne électorale dominée par une rhétorique anti-migration

La « lutte contre l'immigration incontrôlée » domine la campagne électorale, main dans la main avec un nationalisme décomplexé. Le SPD abreuve les villes et routes principales d'énormes affiches 4x2 mètres montrant leur chancelier Scholz devant un gigantesque drapeau allemand – alors que le fait d'afficher le drapeau national était jusqu'à récemment principalement associé avec les milieux d'extrême droite.

Peu avant les élections, le CDU/CSU propose un texte anti-migration au parlement, dont l'adoption dépend du soutien de l'AfD, brisant par là un tabou et l'accord interpartis de ne jamais constituer des majorités avec ce parti d'extrême-droite. Les médias et la population feignent la grande surprise et des manifestations s'organisent pour dénoncer cette alliance « contre-nature » entre un parti « démocratique » et l'extrême droite. Cependant, Friedrich Merz, chef du CDU/CSU, avait déjà par le passé annoncé être prêt à des coalitions avec l'AfD au niveau communal, et il a successivement aligné le CDU/CSU sur une ligne politique qui a plus de points d'accord que de désaccord avec l'AfD.

Les mois précédant les élections anticipées révèlent également une fois de plus la force et

l'influence des réseaux d'extrême droite qui gangrènent l'Allemagne et ses institutions. Lors de rencontres secrètes, qui réunissent des membres de l'AfD et des figures de l'extrême droite autrichienne et suisse, des stratégies électorales et programmes politiques qui misent sur un ethnonationalisme blanc et chrétien sont élaborés. Pendant la campagne électorale, l'AfD reçoit également des discours de soutien d'Elon Musk et de l'ancien Conseiller fédéral suisse Ueli Maurer (UDC), lui-même affilié avec les milieux conspirationnistes d'extrême droite en Suisse.

La fuite vers la droite généralisée renforce avant tout l'extrême droite

La stratégie d'un virage à droite pour faire concurrence à l'AfD, poursuivie par la droite libérale et conservatrice ainsi que par la social-démocratie ne paie pas. L'AfD sort la grande gagnante des élections anticipées. Elle arrive en tête en Allemagne de l'Est, avec des taux entre 35 et 45 %, et devient le deuxième parti après le CDU/CSU en Allemagne de l'Ouest, avec des taux entre 15 et 25 %. Le SPD perd 1,76 millions de voix au profit du CDU/CSU et 720 000 voix au profit de l'AfD, montrant la faiblesse d'une politique sociale-démocrate historiquement plus proche de la droite



«Friedrich [Merz – dirigeant de la CDU/CSU] + Alice [Weidel – vice-présidente de l’AfD]: des ami-es bien à droite. Honte à vous!», manifestation «Main dans la main, nous sommes le pare-feu contre l’extrême droite», Berlin, 16 février 2025

que de la gauche. Le CDU/CSU perd un millions de voix au profit de l’AfD, montrant qu’un rapprochement rhétorique et politique avec l’extrême droite renforce en premier lieu cette dernière. Les Vert-exs déçoivent leur électorat de gauche qui leur a permis d’entrer au gouvernement en 2021. Leurs pertes alimentent principalement Die Linke.

Parmi les trois partis membres de la coalition sortante, les Vert-exs sont ceux qui perdent le moins de voix (-3,11 %), tandis que le FDP perd 7,1 % et le SPD 9,3 %. Pourtant, durant la dernière année de la coalition, le FDP et le CDU/CSU ont fait des Vert-exs le bouc émissaire de la stagnation économique, de l’inflation et d’une présumée augmentation de la criminalité. Mais les électeurs ne sont pas dupes : ce n’est pas la politique climatique qui est à l’origine de la perte du pouvoir d’achat, mais bien le refus du CDU/CSU, FDP et du SPD d’imposer les fortunes et leurs rendements, d’augmenter la progressivité de l’impôt, et d’enterrer le frein à l’endettement.

Le succès de Die Linke, qui arrive en tête à Berlin avec 19,9 % mais qui cartonne également en Allemagne de l’Est avec des taux entre 10 et 15 % (contre 8,77 % au niveau fédéral), montre qu’une politique de gauche conséquente et radicale sait convaincre non seulement la population jeune et urbaine, mais

aussi des personnes de la périphérie est-allemande précarisées par le renchérissement et le manque d’investissements dans les services et infrastructures publiques.

Die Linke réussit également à dominer le BSW, un nouveau parti fondé début 2024 par des démissionnaires de Die Linke qui défendent une politique pro-russe qui lie des propositions sociales à une politique anti-migration. Même dans ses fiefs en Allemagne de l’Est, le BSW n’atteint qu’entre 8 et 12 %. Au niveau fédéral, il ne parvient pas à entrer au gouvernement. Le FDP est également éjecté non seulement du gouvernement mais aussi du parlement ; signe que la population ne soutient plus le sacro-saint frein à l’endettement qui assèche les services publics et la prive des investissements dont elle a besoin.

Comment combattre la majorité d’extrême droite ?

Malgré le succès de Die Linke, c’est donc l’extrême droite qui sort gagnante : l’AfD en Allemagne de l’Est, et le CDU/CSU, dont les discours sont désormais largement identiques à ceux de l’AfD, en Allemagne de l’Ouest. La nouvelle coalition entre CDU/CSU et SPD qui s’annonce sera dirigée par Friedrich Merz, un chancelier aux discours d’extrême droite, qui promet de fermer les frontières, de ren-

voyer massivement et qui prévoit si nécessaire de gouverner avec le soutien parlementaire de l’AfD. Le contraste avec la coalition CDU/CSU-SPD dirigée par Merkel ne pourrait pas être plus grand : tandis que la première a surpris l’Europe avec une politique de migration qui misait sur des passages sûrs et une politique d’accueil, l’actuelle représente un régime de frontières meurtrier, des renvois massifs et la stigmatisation des personnes musulmanes et/ou racisées.

Plus que jamais, un militantisme explicitement antiraciste et antifasciste s’impose. Souvent décrit comme un vote de contestation contre la politique économique antisociale du gouvernement sortant, le vote pour l’AfD montre surtout la droitisation de la société allemande. Un sondage récent révèle que plus de la moitié de la population allemande estime que « l’AfD est le seul parti qui adresse l’augmentation de la criminalité et de l’insécurité » et près de la moitié affirme « trouver bien que l’AfD veuille réduire le nombre d’étrangers et de réfugiés ».

Ces avis sont partagés par 99 % de l’électorat de l’AfD. Seulement 8 % de l’électorat AfD vote pour ce parti en raison de sa politique économique, et 6 % en raison de ses propositions contre le renchérissement. Bien que l’AfD est particulièrement fort dans les régions économiquement défavorisées de

l’Allemagne de l’Est, il a également massivement recruté dans des circonscriptions aisées en Allemagne de l’Ouest, notamment au sud (Baden-Württemberg et Bavière).

Pour combattre l’extrême droite, il faut certes combattre les politiques néolibérales qui mettent en concurrence les classes travailleuses allemandes et migrantisées, et lutter pour une redistribution des richesses et des meilleurs services publics. Mais les gens votent pour l’extrême droite aussi parce qu’ils adhèrent à ses idées. Il faut donc également lutter contre la normalisation des discours et positions d’extrême droite et contre la fascisation de la société.

Les grandes manifestations contre l’extrême droite en Allemagne n’ont jusqu’à présent pas su se positionner clairement contre les discours racistes et xénophobes ambiants : on y reproduit le discours de l’immigré utile, valorisé pour sa force de travail, au lieu d’insister sur le fait que les immigré-exs sont en premier lieu des êtres humains avec des droits inaliénables. Les premières interventions de la nouvelle fraction parlementaire de Die Linke à ce sujet donnent de l’espoir : ses membres dénoncent explicitement l’islamophobie des autres partis. Espérons que les mobilisations dans les rues deviennent également plus radicalement antiracistes.

franziska meinherz

S'ORGANISER CONTRE LE RÉGIME, HORS DES PARLEMENTS

Le 15 mars dernier à Belgrade s'est tenue la plus grande manifestation étudiante organisée depuis le début de la vague de protestations la plus massive de l'histoire de la Serbie. La lutte continue, et avec elle, les discussions autour du changement « systémique » : au-delà des récits ethno-nationalistes ou des appels libéraux à un gouvernement d'expert-es, un conflit de classe émerge concrètement de la lutte étudiante.

Après des mois de confusion idéologique, des orientations plus claires commencent à émerger, tant chez les étudiant-es que dans la société en général. Cela se manifeste d'une part par l'apparition et la présence croissante de drapeaux ethno-nationalistes, et de l'autre, par les efforts de l'opposition libérale pour réduire la révolte étudiante et le soulèvement social à un simple changement de régime, en le traduisant dans le langage de la politique institutionnelle.

Le but est d'orienter la mobilisation vers les voies de la démocratie libérale, sous l'administration temporaire d'un gouvernement « d'expert-es » qui garantirait des conditions d'élections présentées comme libres et équitables.

Ces deux positions évoquent le récit, dominant dans les années 1990 et au début des années 2000, des « Deux Serbies » (l'une nationaliste contre l'autre libérale), mais ce temps-là est révolu. Cette opposition binaire classique n'est pas inévitable : il est tout à fait possible de critiquer les deux positions en même temps – surtout qu'en réalité, elles représentent les deux faces d'une même pièce capitaliste.

Beaucoup ont déjà du mal à assimiler ce que les étudiant-es ont effectivement soulevé – leurs revendications, leur démocratie directe, leurs prises de position – remettant en question la démocratie libérale (représentative) et

son cadre économique néolibéral et appelant à un « changement systémique ». Les tenants et aboutissants exacts de ce changement restent en partie flous, ce qui permet aux différentes composantes qui coexistent à l'intérieur de la lutte d'interpréter ce changement à leur propre manière.

Changement de régime ou changement de gouvernance ?

En surface, le changement de système semble impliquer un changement de régime. C'est à ce niveau que se situe l'ensemble de l'opposition, y compris les médias et les commentateur-ices dominant-es de tous bords. Ce sont les mêmes expert-es (ou leurs héritier-es idéologiques) qui promettent à nouveau la même démocratie libérale, comme si les trente dernières années n'avaient pas eu lieu, comme si le système qu'ils et elles défendent ne s'était pas effondré en son cœur.

Pour reprendre les mots de Boris Buden, pour ce bloc, « *le but ultime de la protestation est clair et indiscutable : nettoyer l'État de ses éléments corrompus et ainsi lui faire subir une sorte de révision générale, après quoi il sera comme neuf.* » Dans cette conception qui réduit la politique au système partisan de la démocratie libérale, la protestation étudiante est critiquée comme étant antipolitique : « *la solution doit être trouvée dans l'arène poli-*

tique » – ce qui signifie par le biais des partis politiques, des élections, du parlement, etc.

Heureusement, la politique est bien plus large que sa forme institutionnalisée. En effet, la société s'est auto-organisée politiquement au cours des quatre derniers mois, au-delà des institutions politiques formelles. Elle agit politiquement au quotidien : dans les assemblées générales étudiantes, dans les associations informelles nouvellement formées de professeur-es en grève, dans les luttes du secteur de la culture à Belgrade et Kikinda, dans l'assemblée générale de la Bibliothèque Nationale, dans divers groupes de quartiers et de parents qui soutiennent les enseignant-es et les étudiant-es, dans les occupations des universités privées; dans les protestations et revendications des travailleur-ses des transports publics de Belgrade, des pharmaciennes de Belgrade, Kragujevac et Užice, dans les blocages des agriculteur-ices à Bogatić et Rača, dans les revendications des ingénieur-es de Serbie, dans les boycotts des chaînes de distribution de masse, dans les groupes formels et informels qui luttent contre les « projets de développement » tels que l'EXPO 2027 ou l'hôtel de Jared Kushner; dans l'effort des travailleur-ses du secteur informatique pour fournir une aide financière aux enseignant-es en grève. La liste est en-

core longue. Hormis quelques syndicats et associations professionnelles semi-engagés, toutes ces initiatives politiques sont extra-institutionnelles.

Dans leur Lettre au peuple de Serbie (à noter que celle-ci ne s'adresse pas au *peuple serbe*, mais au *peuple de Serbie*), les étudiant-es expliquent la cohérence de leurs actions depuis des mois, systématiquement ignorée par les commentateurs et les prétendus représentant-es politiques. À la question « *Quelle est la prochaine étape ?* », les étudiant-es répondent sans équivoque : « *Tout le monde en assemblées* », appelant à la démocratie directe dans d'autres domaines publics. La compréhension des étudiant-es du changement systémique va donc plus loin qu'un simple changement de régime. Iels plaident pour un changement dans la manière dont la société est gouvernée, pour des institutions qui sont construites à partir de la base.

Contre l'opposition et sa démocratie libérale

Les étudiant-es, contrairement à l'opposition libérale, considèrent que la démocratie « *n'est pas un but extérieur mais une pratique, la vie même du mouvement* » (Rancière, message de soutien au mouvement), ouvrant alors une discussion sur la nature du système. Grâce à leur lutte, nous pouvons voir les Bosniaques, Slovaques, Valaques, Roms, non pas comme des carica-

Arrivée de manifestant-es de différentes villes de Serbie à Belgrade pour la grande manifestation du 15 mars 2025. Belgrade, 14 mars.



tures de leurs représentant·es politiques, ni comme des « minorités », mais comme des membres égaux de la société.

L'opposition politique institutionnelle erre, perdue et incapable de trouver un rôle pour elle-même. Elle pourrait peut-être essayer d'agir comme médiatrice plutôt que comme représentante. Au lieu de parler en son nom, elle pourrait ouvrir un espace pour que la société parle d'elle-même). Au lieu de tenter de former parmi ses propres membres un gouvernement de transition qui n'aurait guère de légitimité, elle pourrait essayer d'engager la discussion avec la société politique auto-organisée.

Si elle veut devenir pertinente et, surtout, si elle veut être utile, l'opposition pourrait engager un dialogue avec les groupes mobilisés, les écouter, les autonomiser et les connecter les uns aux autres, se mettre d'accord avec eux sur des stratégies, des solutions de transition, des représentant·es et des priorités. L'opposition pourrait faire un effort pour être présente là où la nouvelle politique se façonne, là où de nouvelles institutions et de nouvelles visions sont en train de se construire.

L'ombre permanente du nationalisme

La lutte étudiante et celle d'autres groupes sociaux rebels partent du fait évident que les temps joyeux de la mondialisation sont bel et bien révolus. Elles actent le fait

que le capitalisme, particulièrement sous ses habits néolibéraux, n'a pas apporté la prospérité mais la destruction – signalant ainsi qu'un changement de paradigme économique est nécessaire. Les étudiant·es, les travailleur·euses culturel·les, de la santé et du social exigent des investissements publics plus importants; les pharmaciennes et les travailleur·euses des transports publics exigent l'arrêt des privatisations et la révision des contrats public-privé existants. Les associations environnementales exigent la suspension complète du projet de mine de lithium dans la vallée de Jadar, tandis que les travailleur·euses de Proleter à Ivanjica tiennent l'usine sous blocus, exigeant le paiement des salaires qui leur sont dus.

Cette perspective d'économie politique fait toutefois apparaître la part d'ombre des protestations étudiantes, à savoir l'absence de questionnement à propos du Kosovo et la formulation nationale de l'intérêt de l'État. Cette dernière tend à supprimer la nature de classe de la rébellion sociale. L'écart entre les intérêts nationaux et de classe, c'est-à-dire la question de savoir si la perspective de classe ou nationale de la lutte prédominera, est crucial pour l'avenir tant de la rébellion que de la Serbie.

Selon Jan Rettig, les programmes économiques des partis d'extrême droite en Europe peuvent être considérés en partie comme

antisystèmes, puisqu'ils rompent avec la foi aveugle dans le marché. Cependant, la rupture se fait exclusivement dans le but de protéger le capital privé national. Tandis que des mesures protectionnistes sont introduites, le pillage néolibéral du secteur public et la privation des travailleur·euses ne sont pas interrompus, mais au contraire accentués. Cette trajectoire est devenue évidente dans les premiers mois de la présidence de Trump mais également avec les gouvernements centristes et conservateurs en Europe.

Un rejet émancipateur du « système »

Si les intérêts nationaux l'emportent dans la lutte sur le sens et les objectifs de la révolte sociale, la Serbie n'aura d'autre choix que de s'aligner avec une première, deuxième, troisième ou cinquième puissance impériale à laquelle elle offrira tout ce qu'elle possède – des individus, de la terre, des ressources. Dans ce scénario, seules les élites politiques et économiques peuvent s'en sortir indemnes.

Contrairement à la perspective nationale, les perspectives de classe et intersectionnelles imprègnent tous les aspects de la rébellion étudiante et sociale. Ses mots d'ordre sont justice, solidarité, égalité, entraide et vie digne pour chaque être humain. Contrairement à la droite qui se dit « antisystème », la charge antisystémique de la lutte étudiante est profondément féministe,

car elle place l'éthique du soin au premier plan. Elle est antifasciste, car elle se préoccupe du bien-être des autres. Elle est également anticoloniale et anti-impérialiste, car elle rejette la logique de la suprématie (blanche). Enfin, elle est assurément une lutte de classe, car elle ne reconnaît pas la « naturalité » de l'appropriation et de l'exploitation.

Les politicien·nes s'efforcent de rétablir une nouvelle fois leur fantasme que constitue la démocratie libérale, alors que le système international dans lequel la Serbie existe a été irréversiblement altéré. Aucun retour en arrière n'est donc possible. Celui-ci ne serait d'ailleurs pas souhaitable : ce système du passé est responsable de l'apocalypse actuelle – politique, économique, écologique – qui prive la jeunesse d'aujourd'hui de son droit à un avenir. Au lieu de choisir entre périr dans une guerre nucléaire ou être brûlés par le soleil, les jeunes choisissent au moins de se battre pour la possibilité d'un avenir différent.

Si les libéraux·ales ne veulent pas ou ne peuvent pas aider les étudiant·es en lutte, qu'ils ne se mettent pas en travers de leur route. Il n'y a pas de chemins bien tracés, la voie à suivre est très risquée et l'issue incertaine. Le mouvement étudiant est parfois maladroit dans l'articulation de ses positions, mais la concrétude de la lutte qu'il mène produit « des idées et des rêves ».

Sasa Savanovic
Paru sur Masina.rs Traduction, coupe et adaptation de la rédaction

RÉARMEMENT ET BARBARIE ?

Dans son article paru dans le numéro 446 de ce journal, Hanna Perekhoda soutient à plusieurs reprises la nécessité « *indéniable* » et « *urgente* » d'un réarmement européen. Nous pensons qu'il serait erroné de s'inscrire dans cette perspective militariste du continent et qu'il faut sortir de l'alternative entre un soutien au militarisme des classes dirigeantes européennes et un abandon du peuple ukrainien.

L'expression « *réarmement militaire* » se généralise chez les responsables politiques des pays européens et de l'UE. Avec l'argument irréfutable d'assurer la « *sécurité* » face à la menace militaire russe et pour combler le possible abandon de l'engagement américain d'une défense militaire du continent européen. Cette nouvelle orientation d'augmentation significative des budgets de la défense (de 2 à 5 % du PIB) est-elle crédible et réalisable ?

Les objectifs d'accroissement des budgets de la défense sont pour l'instant des effets d'annonce, avec une rhétorique guerrière destinée aux opinions publiques et électorales. Cela permet à Macron de reprendre un possible leadership européen, après son affaiblissement politique en France et alors que le pays est en pleine tempête budgétaire, avec des déficits crois-

sants. Pour le futur chancelier allemand, cela lui permet de tenter d'asseoir une autorité sur le prochain gouvernement de coalition, affaibli par une absence de majorité parlementaire. La modification du mécanisme de frein à l'endettement ne signifie pas que les choix budgétaires seront plus faciles.

Relance économique par le réarmement

En pleine crise commerciale et tarifaire planétaire, les risques d'une sérieuse récession économique sont bien réels. Ce projet de réarmement apparaît dès lors comme une bouée de sauvetage, un plan de relance industrielle financé majoritairement par les budgets publics pour affronter des prévisions de croissance faibles, annoncées notamment par le FMI.

Le rapport Draghi concluait en 2024 qu'un plan d'investis-

sement de 800 milliards d'euros était nécessaire pour relancer la « *compétitivité* » européenne. Pour l'instant, l'échec de ce projet est total. Et maintenant, l'UE lance l'idée d'un emprunt équivalent pour la défense, sans savoir comment le financer. En outre, augmenter les capacités de production militaire ne s'improvise pas, surtout avec la concurrence acharnée entre quelques pays (France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni), chacun défendant son industrie nationale.

Tous ces gouvernements en grande difficulté économique et budgétaire chercheront à imposer des politiques d'austérité sur les services publics et les dépenses sociales, les justifiant avec des arguments sécuritaires et nationalistes. Avec les poussées électorales d'extrême droite, cela facilite l'argumentation, mais leur adop-

tion peut être mise en cause par des oppositions sociales.

En quoi est-ce un soutien à l'Ukraine ?

Parallèlement, ces annonces de réarmement éludent la question de l'attribution de moyens immédiats de défense pour l'Ukraine.

Ces moyens supplémentaires annoncés, à condition que ces plans se réalisent à la fois sur les aspects financiers et matériels, prendront plusieurs années, en étant optimiste. Les menaces de suspension de l'aide militaire par l'administration Trump sont immédiates.

L'urgence est donc de fournir du matériel pour se défendre contre l'agresseur, qui ne faiblit pas dans ses attaques, sur terre comme dans les airs. Le refus de reconnaître cette priorité dans le contexte de la suspension de l'aide américaine ne peut qu'avantager l'agresseur et ses alliés et augmenter ses prétentions politiques et territoriales. Les plans de Macron et de l'UE ne répondent donc pas à cet enjeu primordial.

La Russie, une menace ?

Indiscutablement la Russie a tenté d'occuper militairement l'Ukraine. Cette tentative peut-elle s'étendre à d'autres pays ? L'hypothèse est peu vraisemblable. La Russie est épuisée économiquement et militairement par ce conflit. L'économie de guerre est susceptible d'alimenter une contestation interne. Actuellement, les budgets de défense cumulés de l'UE représentent trois fois celui de la Russie. Les menaces agitées par l'UE ressemblent à un épouvantail de piètre consistance.

Soutenir l'idée de réarmement valide la critique disant que la baisse des budgets de défense observée depuis la fin de l'URSS et du pacte de Varsovie (« *les dividendes de la paix* ») a été une erreur de gouvernance fondamentale. La perspective d'un État fort sur sa composante militaire et anti-social refait surface.

Il faut donc dissocier la critique justifiée du chantier de réarmement des pays de l'UE, de la demande de continuer à fournir des armes en suffisance à l'Ukraine. Réaffirmer des objectifs comme la fin des pactes militaires, l'abandon de la course aux armements et de la dissuasion nucléaire, l'attribution des budgets de la défense pour améliorer la sécurité sociale et climatique, peut être compatible avec une politique anti-impérialiste de soutien à une résistance armée d'un peuple agressé.

José Sanchez

Le secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et des dirigeant-es mondiaux-ales lors du sommet « *Securing our future* », Londres, 2 mars 2025.





Collage de Marianne Larvol pour le parcours touristique de la ville de Douarnenez qui célèbre les grèves de 1924-1925

Histoire À lire Féminisme

(G)RÊVER ENSEMBLE

Deux récits historiques – *Il n’y aura pas de sang versé* de Marilynne Desbiolles et *Une belle grève de femmes* d’Anne Crignon – trouvent un contrepoint contemporain dans le livre *Écoutez gronder leur colère* de Tiphaine Guéret. Un fil reliant deux époques, la volonté de se défendre même dans des conditions difficiles.

Été 1869 : les ovalistes, travailleuses des manufactures de soie, en ont assez. Deux mille femmes posent les outils et descendent dans la rue. Hiver 1924 : les travailleuses des « fritures » – les conserveries de poisson – de Douarnenez se mettent en grève.

Soie et poisson, même combat : les ouvrières demandent un meilleur salaire horaire, moins d’heures de travail, des heures supplémentaires rémunérées. Qu’importe si on parle d’une rémunération bien en-deçà de celle de leurs collègues masculins, ou de faire passer une journée éreintante de 12 heures à une journée éreintante de 10 ? Les revendications sont posées. Les patrons se braquent. On connaît la suite.

En 2023, deux livres paraissent qui mettent en lumière ces mouvements de lutte, ces moments de solidarité féminine : *Il n’y aura pas de sang versé* de Marilynne Desbiolles (Sabine Wespieser) et *Une belle grève de femmes* d’Anne Crignon (Libertalia). Tous deux évoquent la joie de ces mouvements autant que de la dureté du terrain dont elles s’élancent.

Ces deux textes – engagés, littéraires – s’élèvent contre l’invisibilisation des ouvrières. Marilynne Desbiolles répète les noms de ses grévistes comme une litanie, pour les sauver de l’oubli : Toia, Rosalie Plantavin, Marie Maurier, Clémence Blanc. Elle nous fait entrer dans l’histoire par la petite porte : l’intimité, le quotidien de ces

femmes, les liens qui les unissent, la granularité de leur quotidien. Anne Crignon aussi pose une liste sobre et partielle des noms des Penn sardin, état civil et histoires personnelles effacées. Les deux écrivaines butent contre l’effacement des meneuses : noms mal orthographiés, réduits à un prénom ou un surnom, simplement disparus de l’histoire officielle.

Les autrices posent leurs histoires dans un cadre précis et imagé – Crignon parle du « *re-lent âcre de saumure et d’entrailles* » qu’est « *l’haleine chargée de l’usine* » ; Desbiolles explique que « *la soie grège est [...] moulinée, travaillée, torsadée, affinée, consolidée pour se transformer en un fil brillant et régulier* ». Le regard historique éclaire et trouble notre perspective. On apprend, par exemple, que les patrons non seulement toléraient la chanson dans le cadre des ateliers, mais l’encourageaient, voyant que ces élans augmentaient la productivité.

Un contrepoint nécessaire

Mais il y a un danger dans la célébration, une petite odeur d’eau de rose : le danger de l’écrasement de la perspective, de la lutte – sa violence, ses échecs – aplanie en chanson. Contre cette « folklorisation » historique de la grève s’élève la voix de Tiphaine Guéret, qui publie *Écoutez gronder leur colère* chez Libertalia en 2024.

« Sur les conditions de travail, le chœur des filles de chez Chancelle chante à l’unisson, à quelques nuances près : « *Aujourd’hui c’est : produire, produire, produire* » » Ainsi parle Mathilde, une de ces

ouvrières du 21^e siècle employées pour étripier et emboîter le poisson à Douarnenez.

On y découvre un cadre de travail toujours aussi brutal bien qu’un poil assaini. « *Les machines saturent le champ visuel, remplissent l’espace sonore.* » Froid, odeur de désinfectant, néons : voici où travaillent les sardinières d’aujourd’hui.

Le portrait est navrant, à la fois à l’échelle humaine et à celle, élargie, du capitalisme colonialiste et extractiviste, qui perpétue des schémas d’exploitation aussi grinçants que ceux d’un roman de Zola. Rhétorique essentialiste, langue de bois, raisonnement colonial : ces multinationales déguisées en entreprises familiales se cachent derrière ce que Guéret appelle « *l’inconscient du commerce* ». En ses mots, « *la tradition et le local sont vendeurs, à condition de ne pas penser aux petites mains qui le produisent* ».

En réalité, ces usines sont peuplées de travailleuses intérimaires épuisées, sous-payées, beaucoup d’entre elles issues de la migration. Le débit des machines augmente d’année en année, épuisant à suivre. La qualité importe peu, le travail est peu valorisé. Les pannes des machines – impliquant une baisse de productivité – sont répercutées sur les congés payés des ouvrières.

Une nouvelle vague

Quelques lueurs d’espoir surgissent toutefois, dans les petits gestes de solidarité entre travailleuses tout autant que dans des mouvements plus élargis comme celui des Gilets jaunes. Et dans le ras-le-bol du 11 mars 2024, un jour de grève qui gagnera aux nouvelles sardinières quelques petites améliorations dans leurs conditions de travail. À Douarnenez, 100 ans plus tard, on ne lâche rien.

Vers la fin de son livre, Anne Crignon revient sur l’héritage des Penn sardin : « *à l’issue de six semaines et demie d’une marche quotidienne contre l’adversité, ces persévérantes savaient une chose : aucune lutte ne sert à rien. Aucune n’est perdue d’avance* ».

Elodie Olson-Coons



Tiphaine Guéret, *Écoutez gronder leur colère*. Les héritières des Penn sardin de Douarnenez, Paris, Libertalia, 2024

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidaritéS

448

11.04
2025

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 **Logement**
les locataires se mobilisent à Zurich

Neuchâtel
Pas de grands bouleversements aux élections cantonales

4 **Vaud**
Un Carnaval antifasciste

Genève
Faire front commun face au vent nauséabond qui frappe les rives du Léman

6

Féminisme
Il y a 25 ans, naissait la Marche Mondiale des Femmes

7

Racisme
Quelle justice pour les étrangères?

8-9

International
La jeunesse turque contre Erdoğan et son monde

10-11

International
Élections allemandes: la balance penche vers la barbarie, mais le socialisme refait surface

12-13

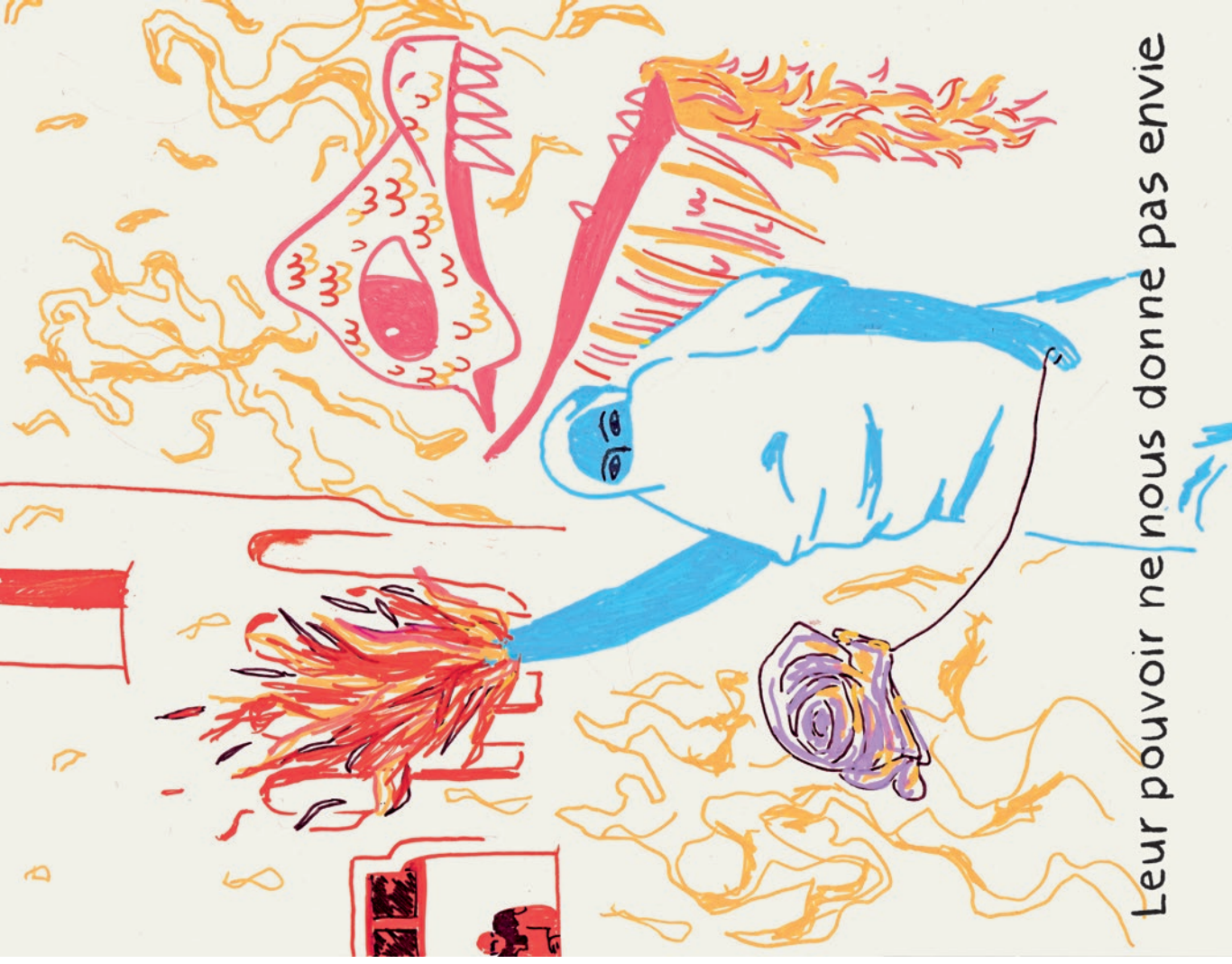
International
Serbie: s'organiser contre le régime, Hors des parlements

14

Débat
Réarmement et barbarie ?

15

À lire
(G)réver ensemble



À propos du Carnaval populaire et d'eter. Nora Olivares

Leur pouvoir ne nous donne pas envie